



**HAL**  
open science

## Le commerce extérieur de la France en produits laitiers

Vincent Chatellier

► **To cite this version:**

Vincent Chatellier. Le commerce extérieur de la France en produits laitiers. Journée du CEREL 2015 “ Plus de lait .... Pour quoi faire et Comment faire? ”, Centre Européen de Recherche et Enseignement Laitier (CEREL). FRA., Jun 2015, Agrocampus Ouest, Rennes, France. 3 p. hal-02794109

**HAL Id: hal-02794109**

**<https://hal.inrae.fr/hal-02794109>**

Submitted on 5 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Le commerce extérieur de la France en produits laitiers

V. Chatellier

INRA, SMART-LERECO, Rue de la Géraudière 44300 Nantes

[Vincent.chatellier@nantes.inra.fr](mailto:Vincent.chatellier@nantes.inra.fr)

La fin des quotas laitiers offre-t-elle de nouvelles opportunités de développement pour la production laitière française ? La réponse à cette question n'est pas si évidente. Dans un contexte où la consommation domestique globale de produits laitiers (en volume) est en légère décroissance, cela dépendra surtout de l'évolution des jeux concurrentiels internes à l'Union européenne (UE) et de la capacité des acteurs industriels français à capter de nouveaux marchés, notamment dans les pays tiers où la croissance de la consommation est soutenue. Sans une amélioration de la balance commerciale en volume (en équivalent lait), il sera inutile de chercher à dynamiser la collecte laitière nationale, actuellement voisine de 24 milliards de litres de lait par an. Dans ce cadre, cette communication présente une analyse de l'évolution des échanges de la France en produits laitiers au cours de la période 2000-2014. En utilisant les données des douanes, elle s'intéresse aux exportations, aux importations et à la balance commerciale de différents types de produits laitiers, tant en valeur qu'en volume. Cette analyse doit permettre, d'une part, d'identifier les produits et les pays qui contribuent le plus à l'amélioration de la balance commerciale et, d'autre part, de déceler d'éventuelles pertes de compétitivité. Outre les partenaires européens traditionnels, une attention particulière est portée aux pays de l'Asie et de l'Afrique pour lesquels la croissance démographique et, parfois, les difficultés productives, offrent des opportunités de développement, du moins pour quelques catégories de produits.

### Un marché international en croissance, avec une spécialisation « produit » des zones

Les échanges internationaux de produits laitiers couvrent l'équivalent de 65 milliards de litres de lait en 2014, sans la prise en compte du commerce intra-communautaire. Cela représente 7% de la production laitière mondiale, soit un taux inférieur à de nombreux autres produits agroalimentaires (dont les céréales et les viandes). Les flux à l'export relèvent d'un nombre restreint de pays. Avec des exportations qui s'élèvent à 21 milliards de litres en 2014 (en équivalent lait), soit près de 95% de la production intérieure, la Nouvelle-Zélande occupe le premier rang mondial. Avec un coût de production du lait parmi les plus compétitifs, mais en augmentation, et une proximité géographique avec les pays asiatiques importateurs, ce pays a triplé ses exportations en quinze ans. La contribution de la Nouvelle-Zélande aux échanges internationaux de produits laitiers (32% en volume, avec une forte spécialisation pour les poudres grasses) est très nettement supérieure à sa part relative dans l'offre mondiale de lait (moins de 3%). A lui seul, ce pays exporte plus de produits laitiers que tous les Etats membres de l'UE réunis, avec près de cent fois moins d'habitants. Les exportations européennes représentent 17 milliards de litres en 2014, soit environ 11% de la production. Les autres grandes zones exportatrices sont les Etats-Unis (9 milliards de litres, avec une forte croissance sur la dernière décennie), l'Australie (4 milliards de litres en 2014, en baisse du fait des difficultés rencontrées au niveau de l'offre), et, plus loin derrière, la Biélorussie, l'Argentine, l'Uruguay et l'Ukraine. Si les européens occupent le premier rang sur le marché des fromages (plus du tiers des flux internationaux) et de la poudre de lait écrémé, ils sont positionnés loin derrière la Nouvelle-Zélande pour les exportations de beurre et de poudre grasse.

A l'échelle internationale, les principaux importateurs de produits laitiers sont, par ordre décroissant la Chine, la Russie, l'Algérie, le Mexique, l'Egypte, les Etats-Unis et le Japon. Si les importations européennes sont dérisoires au prorata de la production intérieure (environ 1%), les flux entre Etats membres sont, quant à eux, substantiels. Ils permettent non seulement de palier à la situation déficitaire de plusieurs Etats membres (comme c'est le cas au Royaume-Uni, en Italie et en Espagne), mais également de satisfaire l'exigence des consommateurs pour des produits laitiers diversifiés (surtout pour les fromages).

#### Des exportations françaises en hausse, stimulées cependant par un effet « prix »

En 2014, la France occupe le deuxième rang des pays exportateurs de produits laitiers de l'UE, derrière l'Allemagne et juste devant les Pays-Bas. Les exportations françaises de produits laitiers (hors produits à base de lait : glaces, aliment d'allaitement pour animaux et préparations alimentaires) ont fortement augmenté en passant de 3,9 à 6,8 milliards d'euros entre 2000 et 2014. Elles sont orientées, en 2014, pour 67% vers les Etats membres de l'UE, essentiellement au bénéfice de pays limitrophes. Cela concerne d'abord l'Allemagne (927 millions d'euros), puis la Belgique (760 millions d'euros), l'Espagne (664 millions d'euros), le Royaume-Uni (644 millions d'euros) et l'Italie (541 millions d'euros). Les exportations françaises de produits laitiers vers les treize nouveaux Etats membres de l'UE sont très faibles (127 millions d'euros, soit 1,9% du total). Les exportations vers les pays tiers, qui ont doublé en quinze ans (en valeur), sont destinées principalement à la Chine (314 millions d'euros), l'Algérie (299 millions d'euros), les USA (161 millions d'euros), l'Arabie Saoudite (122 millions d'euros) et la Suisse (122 millions d'euros). Avec 55 millions d'euros, le marché russe, où s'applique un embargo sur les produits agroalimentaires européens, ne représente plus que 0,8% des exportations françaises de produits laitiers en 2014.

La part des pays tiers dans le total des exportations françaises est importante pour le lait infantile (79%), la poudre de lait écrémé (59%), la poudre de lactosérum (57%) et la poudre de lait entier (41%) ; elle est plus modeste pour les fromages (20%), les laits liquides (12%), les laits concentrés (4%) et les yaourts (2%).

Les exportations françaises ont progressé pour toutes les catégories de produits à l'exception de la poudre de lait entier (-185 millions d'euros entre ces deux dates). Les fromages, qui représentent 44% du total des exportations, ont joué un rôle moteur, les exportations étant passées de 1,9 à 3 milliards d'euros au cours de la période étudiée. D'autres secteurs ont également contribué à la hausse des exportations françaises : la poudre de lait écrémé (+523 millions d'euros), le lait infantile (+472 millions d'euros entre 2000 et 2014), les yaourts et autres produits laitiers fermentés (+315 millions d'euros), la poudre de lactosérum (+235 millions d'euros) et la crème (+103 millions d'euros).

Il convient cependant de souligner le fait que l'évolution des exportations exprimée en valeur est influencée par la dynamique positive des prix internationaux à long terme. Ainsi, les effets sont moins spectaculaires lorsque l'analyse privilégie les volumes. Dans le cas des fromages, la croissance des exportations a été de 30% en volume et de 56% en valeur entre 2000 et 2014. Dans le cas de la poudre de lait infantile, les exportations ont été multipliées par 2,2 en volume et par 4,1 en valeur. Dans le cas de la poudre de lait entier, les exportations ont baissé de 60% en volume et de 38% en valeur.

### Des importations en provenance des pays tiers durablement marginales

En dépit d'une production laitière en croissance et d'une grande diversité de produits finis, la France importe une quantité importante de produits laitiers, à 96% en provenance de pays membres de l'UE. Elle se positionne au quatrième rang des pays importateurs de l'UE-28, derrière l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie. Les importations françaises de produits laitiers sont, en effet, passées de 2,0 à 3,3 milliards d'euros entre 2000 et 2014.

Les principaux fournisseurs sont les Pays-Bas (689 millions d'euros en 2014), l'Allemagne (678 millions d'euros), la Belgique (594 millions d'euros), l'Italie (411 millions d'euros) et l'Espagne (299 millions d'euros). Nonobstant la baisse des droits de douane et l'ouverture de contingents d'importations suite aux précédents accords multilatéraux de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), les achats en provenance de la Nouvelle-Zélande (49 millions d'euros en 2014) et des Etats-Unis (7 millions d'euros) sont restés marginaux, ce malgré une présence renforcée de ces deux pays sur la scène internationale. Entre 2000 et 2014, les importations ont augmenté sous l'influence principale des fromages (+635 millions d'euros), du beurre (+299 millions d'euros) et de la crème (+138 millions d'euros). Elles n'ont baissé en valeur que pour deux catégories de produits : la poudre de lait écrémé (-117 millions d'euros) et le lait liquide (-56 millions d'euros).

### Une balance commerciale qui progresse plus vite avec les pays tiers

La France occupe le deuxième rang européen en termes de balance commerciale pour les produits laitiers, derrière les Pays-Bas. Avec un solde de 3,5 milliards d'euros en 2014 (dont 1,7 milliard pour les seuls fromages) contre 1,9 milliard d'euros en 2000, le secteur laitier contribue activement à la balance commerciale agro-alimentaire française, loin derrière cependant les vins et spiritueux et les céréales. Cette amélioration du solde tient surtout à la poudre de lait écrémé (+641 millions d'euros sur la période), aux fromages (+445 millions d'euros), au lait infantile (+358 millions d'euros) et aux yaourts (+294 millions d'euros). Une détérioration du solde est, en revanche, constaté pour la poudre de lait entier (-235 millions d'euros) et le beurre (-95 millions d'euros). Les trois pays pour lesquels la balance commerciale française en produits laitiers a le plus progressé sont le Royaume-Uni (+366 millions d'euros), la Chine (+287 millions d'euros) et l'Espagne (+213 millions d'euros). Elle s'est, en revanche, dégradée avec les Pays-Bas (-211 millions d'euros), l'Italie (-172 millions d'euros) et l'Allemagne (-108 millions d'euros).

### Les pays tiers sont placés au cœur des nouvelles opportunités de développement

D'après les travaux de l'OCDE et de la FAO, le commerce mondial (hors intra-UE) des produits laitiers devrait progresser d'environ 20% entre 2011-13 et 2023. La concurrence entre les pays européens pour capter une partie de ces volumes supplémentaires sera vive. Non seulement les quotas laitiers viennent d'être supprimés, mais les perspectives de croissance de la production laitière en Océanie sont sûrement moins importantes qu'elles ne le furent au cours de la décennie passée. Pour bénéficier de ces nouveaux marchés, les transformateurs laitiers français devront renforcer leurs stratégies de positionnement sur les marchés tiers où ils sont, pour le moment encore, moins présents que leurs concurrents néerlandais. Au niveau intra-communautaire, ils pourraient bénéficier de la situation déficitaire de près de la moitié des Etats membres. Les pays du sud de l'Europe ayant des conditions climatiques plus difficiles que les pays du nord et des coûts de production plus élevés, les producteurs français pourraient bénéficier, demain, de nouvelles opportunités de développement.